

## **THIERRY GRANIER**

Professeur à Aix-Marseille Université

e-mails : [pr.thierry.granier@gmail.com](mailto:pr.thierry.granier@gmail.com)  
[thierry.granier@univ-amu.fr](mailto:thierry.granier@univ-amu.fr)



## **RESUME**

---

**Professeur à Aix-Marseille Université, directeur** du Pôle « Banque - Finance - Patrimoine » [PBF] (institut de formation), en charge de l'équipe de recherche « Banque-Finance » du Centre de droit économique (EA, 4224), ayant auparavant exercé dans plusieurs établissements, y compris à l'étranger ; titulaire d'un doctorat en droit privé (université de Nice Sophia-Antipolis, 1988) et d'une habilitation à diriger les recherches (université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1993).

**Spécialités** : droit financier (marchés financiers – prestataires de service d'investissement – offres de titres au public – régulation financière) ; l'innovation dans le domaine financier (financement participatif [crowdfunding], Fintech, blockchain) ; finance durable ; commissariat aux comptes ; droit des sociétés.

- ✓ **Auteur de nombreux ouvrages, articles et commentaires, fascicules d'encyclopédies juridiques**, parus dans les collections et revues de référence d'éditeurs juridiques (liste complète ci-dessous à la rubrique : « II. Bibliographie »).
- ✓ **Participation aux activités collectives en matière de recherche** :
  - Interventions régulières dans des colloques (v. ci-dessous : « III. Colloques – Journées d'études – Ateliers »)
  - Expert pour le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (précédemment AERES)
  - Membre du comité scientifique de la chaire Banque, Mutualisme et relations interpersonnelles (Aix-Marseille université)
- ✓ **Direction de thèses** avec un intérêt en particulier pour le droit financier et les droits africains des affaires (notamment, le droit des affaires harmonisé mis en place par l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires [OHADA]) et participation régulière à des jurys de thèse en France, Belgique et Luxembourg.
- ✓ **Responsabilités éditoriales** (membre du comité éditorial de la *Revue trimestrielle de droit financier*, Thomson Transactive, Paris ; membre du comité scientifique de la *Revue Luxembourgeoise de Bancassurance [RLB]*, Kluwer, Luxembourg).

## **I - ACTIVITÉS ACADÉMIQUES ET ADMINISTRATIVES**

---

### **2010-présent Professeur à Aix-Marseille université**

#### **ENSEIGNEMENTS**

- ✓ Droit Bancaire et Financier (master 2)
- ✓ Droit financier de l'Energie (master 2)
- ✓ Droit financier (master 2)
- ✓ Droit boursier (magistère)
- ✓ Innovation financière (DU)
- ✓ Droit de l'arbitrage (master 1, jusqu'en 2014),

#### **ADMINISTRATION**

- ✓ Directeur du Pôle « Banque-Finance-Patrimoine » (PBFP), Institut de formation de la Faculté de droit d'Aix-Marseille université, 2016- présent.
- ✓ Responsable de l'Equipe de recherche « Banque-Finance » du Centre de droit économique (CDE) d'Aix-Marseille université (centre de recherche EA 4224), 2015-présent.
- ✓ Codirecteur du centre de droit économique (CDE) d'Aix-Marseille université, centre de recherche équipe d'accueil (EA 4224), 2012-2015.
- ✓ Membre du comité scientifique de la chaire Banque, Mutualisme et relations interpersonnelles (Fondation « Savoirs, métiers et territoires » d'Aix-Marseille université), 2012-2015.
- ✓ Prédésinent des comités de sélection pour les postes de professeur et de maîtres de conférences / section 01 (2012-2013 ; 2013-2014).

#### **ACTIONS EN MATIERE DE RECHERCHE (HORS PUBLICATIONS)**

- ✓ Missions pour le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (précédemment AERES)
  - Membre du comité d'évaluation des centres de recherche (droit) de l'université de Strasbourg (2012).
  - Président du comité d'évaluation pour l'expertise des masters (droit, économie, gestion) des établissements faisant partie du Pres-Paris-Cité (déc. 2012- févr. 2013).
  - Membre du comité d'évaluation de l'université de Paris 5 (avr.-juin 2013).
- ✓ Création et animation d'une « master class » pour les doctorants (oct. 2010- juin 2015)
- ✓ Interventions régulières en matière de droit du financement auprès d'instances et d'acteurs économiques régionaux
- ✓ Direction scientifique et co-organisation d'un colloque international (2012) consacré aux « Fonds d'investissement », et direction de l'ouvrage collectif tiré des travaux (publié en 2013).

### **2004-2010 Professeur à l'université d'Orléans**

## **ENSEIGNEMENTS**

- ✓ Chargé des cours de : droit des affaires (licence 2) ; droit des sociétés (licence 3) ; procédure devant les autorités régulatrices (master 2).
- ✓ Encadrements académiques : direction de stages et de mémoires dans le cadre du master 2 « droit des sociétés/fiscalité ».

## **ADMINISTRATION**

- ✓ Membre d'instances de recrutement et de promotion des enseignants-chercheurs dans plusieurs universités (« comité de sélection » des universités Paul-Cézanne Aix-Marseille III, Paris-Dauphine et Paris X Ouest-Nanterre).
- ✓ Membre du conseil de gestion de l'UFR droit-économie gestion de l'université d'Orléans.

## **ACTIONS INTERNATIONALES ET EN MATIERE DE RECHERCHE (HORS PUBLICATIONS)**

- ✓ Missions d'enseignement à l'université de Cracovie (Pologne) / co-diplôme.
- ✓ Coordonnateur scientifique des universités d'été annuelles consacrées au traité d'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA).
- ✓ Membre : du Centre de droit financier de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne ; du Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO – UMR 7322).

## **2000-2004      *Maître de conférences en délégation à l'université de la Nouvelle-Calédonie***

### **ENSEIGNEMENTS**

- ✓ Chargé des cours de droit des affaires (DEUG), droit des sociétés (licence 3), droit civil (licence 3), du droit des sûretés (licence 3) à l'université de Nouvelle-Calédonie.
- ✓ Chargé de conférences en droit financier à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne (master 2 « Ingénierie financière » et magistère « Droit des activités économiques »).

### **ADMINISTRATION**

- ✓ Responsable pédagogique du DEUG-droit de l'université de la Nouvelle-Calédonie et du développement de filières professionnalisées.
- ✓ Membre de la commission de la bibliothèque (mission spécifique pour le développement des ressources électroniques de l'établissement).

### **ACTIONS EN MATIERE DE RECHERCHE (HORS PUBLICATIONS)**

- ✓ Création et animation des après-midi/débats destinés à promouvoir l'expertise de l'université auprès de la société civile et des institutions de la Nouvelle-Calédonie.
- ✓ Membre du Centre de droit financier de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

**1993-2000**     ***Maître de conférences à l'université d'Orléans***

**ENSEIGNEMENT**

- ✓ Chargé des cours de : droit des affaires (licence 2) ; droit des sociétés (licence 3) ; contrats commerciaux (licence 3) ; procédure devant les autorités administratives indépendantes (master 2) ; arbitrage commercial, national et international (master 2).
- ✓ Encadrement : directions de mémoires dans le cadre du D.E.A. « Droit économique et des affaires » et de stages.
- ✓ Correcteur des épreuves (droit des affaires) au concours d'entrée à l'École nationale (ENA).

**ADMINISTRATION**

- ✓ Responsable des études du D.E.A. de « Droit économique et des affaires » (université d'Orléans).
- ✓ Membre d'instances de gestion de l'université d'Orléans (conseil d'administration, commission bibliothèque).
- ✓ Membre d'instances de gestion de l'UFR de droit, d'économie et de gestion (conseil de gestion).
- ✓ Membre d'instances de recrutement / promotion (commissions de spécialistes en droit privé) dans les universités : d'Orléans, de Paris I Panthéon-Sorbonne et de Corse Pascal-Paoli.

**ACTIONS INTERNATIONALES**

- ✓ Séminaires de formation : à l'université de *Nouakchott-Mauritanie* (pour le "Pôle vie des affaires", institution de collaboration avec les opérateurs économiques nationaux) ; à l'université du *Caire* (Institut de droit des affaires international).
- ✓ Animation d'un programme de formation des fonctionnaires algériens dans les établissements d'enseignement supérieur français (collaboration CNOUS-Université).

**1989-1993**     ***Maître de conférences, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne***

**ENSEIGNEMENT**

- ✓ Chargé des cours : droit de l'activité touristique (licence 3 et master 1), droit des affaires (licence 3), droit des sociétés (master 1), droit de l'environnement (licence 3).

**ADMINISTRATION**

- ✓ Responsable de la conception de l'Institut universitaire professionnalisé (I.U.P.) d'"ingénierie du tourisme et d'hôtellerie internationale", projet ayant obtenu l'habilitation du ministère de l'éducation nationale en 1992.
- ✓ Membre d'instances de recrutement / promotion des enseignants-chercheurs (commission de spécialistes) des universités de Paris I Panthéon-Sorbonne et Paris V René-Descartes.

**ACTIONS EN MATIERE DE RECHERCHE (HORS PUBLICATIONS)**

- ✓ Réponse à des appels d'offres pour la rédaction d'études transdisciplinaires (droit – économie – gestion) :

- de la Commission des communautés européennes en partenariat avec des universités française (université de Paris I Panthéon-Sorbonne), étrangères (université de Surrey [Grande-Bretagne], ULB [Bruxelles, Belgique]) et l'école des mines (Paris) ;
- du SRETIE - ministère de l'environnement) sur la valeur de *l'eau à usage récréatif et patrimonial (en partenariat avec l'université de Bordeaux I)*.

**1988-1989      *Chargé d'enseignement et de travaux-dirigé à l'université de Nice Sophia-Antipolis***

- ✓ Chargé de travaux-dirigés en : droit bancaire (master 1) ; droit civil (licence 1).
- ✓ Candidature au concours de la maîtrise de conférence

**1985-1988      *Enseignant à la Faculté de droit de l'université de Nouakchott (Mauritanie)***

- ✓ Chargé des cours de : droit pénal spécial (licence 3) ; droit judiciaire privé (master 1) ; introduction générale à l'étude du droit (1<sup>re</sup> année).
- ✓ Création et animation de la Revue de la Faculté de droit (v. liste des travaux pour les articles publiés dans cette revue).
- ✓ Organisation d'un colloque sur l'institution judiciaire en Mauritanie (mai 1988).

## II – BIBLIOGRAPHIE

---

### OUVRAGES

***Titrisation et organismes de financement – Approche juridique***, RB édition (coll. : droit), nov. 2018, 227 p. (avant-propos d'Olivier Pastré)

***Les régulateurs financiers***, cours numérique publié par la plateforme de l'Université numérique juridique francophone (UNJF), mai 2018, 2e édition, <http://www.univ-droit.fr/unjf/liste-des-cours/droit-prive/les-regulateurs-financiers>, 300 pages, (1re éd. : mai 2016).

***Instruments de paiement et de crédit – Titrisation***, Dalloz, collection : Précis, avec P. Le Cannu, R. Routier, 9<sup>e</sup> éd., nov. 2016 (auteur de la partie consacrée à la Titrisation de même que dans les deux précédentes éditions : 2005 et 2010), 719 pages.

***Ingénierie financière fiscale et juridique***, sous la direction M. Boizard et Ph. Raimbourg, éd. Dalloz (coll. Dalloz Action), 3e éd. 2015-2016, 1715 pages (rédacteur des rubriques : titres de capital / titres donnant accès au capital / augmentation des titres de capital / rachat et annulation des titres de capital / obligations simples et subordonnées / action de préférence] de même que dans les deux précédentes éditions : 2009-2010 ; 2006-2007).

***Les fonds d'investissement***, sous la direction de Thierry Granier, éditions Lamy, collection : Axe droit, nov. 2013, 395 pages.

***Droit financier***, Dalloz, collection : Précis (sous la direction d'A. Couret et H. Le Nabasque), 2<sup>e</sup> éd. janv. 2012 (1<sup>re</sup> éd., juin 2008 - ouvrage primé par l'Oscar du droit des sociétés et de la Bourse), 1306 pages – auteur de la partie consacrée aux marchés financiers.

***La responsabilité disciplinaire du commissaire aux comptes***, CNCC édition (Compagnie nationale des commissaires aux comptes), 2<sup>e</sup> éd. 2008 (1<sup>re</sup> éd. 1996), 52 pages.

***La Titrisation – Aspects juridique et financier***, en co-rédaction avec C. Jaffeux (professeur en sciences de gestion) *Economica*, 2<sup>e</sup> éd. 2004, 270 pages (auteur des développements en droit ; 1<sup>re</sup> éd. 1997).

***L'information des actionnaires***, CNCC édition (Compagnie nationale des commissaires aux comptes), coll. : études juridiques, 2e éd. 2003, 70 pages, (1<sup>re</sup> éd. 1997).

***Internet et transactions financières***, en co-rédaction avec C. Jaffeux (professeur en sciences de gestion), éd. *Economica*, 2002, 196 pages, auteur des développements en droit.

*Le commissaire aux comptes*, en co-rédaction avec J. Monéger, Dalloz, 1995, 288 pages.

ARTICLES / ENCYCLOPEDIAS / COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE / CHAPITRE(S) D'OUVRAGE <sup>1</sup>

[2018]

« Un règlement européen pour la titrisation » (Commentaire du règlement (UE) n° 2017/2402 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées), in *Droit bancaire et financier Mélanges AEDBF-France VII* (dir. Jean-Jacques Daigre et Bertrand Bréhier), RB édition, sept. 2018, p. 341-350.

« Financement d'entreprise et numérique » ? HAL archives ouvertes, mai 2018, <hal-01793113>

(contribution aux Actes du colloque : « L'entreprise face aux défis du numérique – Aspects juridiques », 23 mars 2018, organisé par le Centre du droit économique et du développement – Université de Perpignan),

« Le financement participatif (crowdfunding) : Une alternative offerte aux PME pour s'affranchir du financement bancaire ? », HAL archives-ouvertes, <hal-01782168>

(contribution faite dans le cadre du colloque « Pour un droit des PME » organisé par la Faculté de droit de l'Université de Nantes le 2 juin 2017, dont les actes feront l'objet d'une publication collective).

« Le recouvrement des créances dans une opération de titrisation », Note sous Cour de cassation, Chambre commerciale, 13 décembre 2017, pourvois numéros 16-19.681 et 16-24.853, *Bulletin Joly Bourse*, mars 2018, n° 2, pp. 107-109.

« Les organismes de financement instaurés par l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette », Note sous ordonnance n°2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette, *Revue Banque & Droit*, janv. 2018, n° 177, pp. 12-15.

[2017]

« Le traitement des difficultés des établissements de crédit d'importance systémique », in *Archives ouvertes*, in *Les procédures collectives complexes* (dir. A. Cerati-Gauthier, V. Perruchot-Triboulet), éd. Joly (coll. : *Pratique des affaires*), 2017 (publication disponible sur HAL archives-ouvertes, <hal-01549968>).

« Le financement participatif (crowdfunding) dans le secteur immobilier », HAL archives-ouvertes, mars 2017, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01484125>, (à paraître dans un ouvrage collectif consacré aux Opérations immobilières complexes, PUAM).

« La notion de titrisation », HAL archives-ouvertes, mars 2017 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01417956> (à paraître dans un ouvrage collectif : *La titrisation des actifs : régime et garanties*))

---

<sup>1</sup> Les références disponibles sur internet sont publiées sur le site « HAL archives-ouvertes » : <https://hal.archives-ouvertes.fr>.

« La réforme des bons de caisse, une ouverture maîtrisée vers les fintech ? », avec Didier Poracchia, in *Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Daigre - Autour du droit bancaire et financier et au-delà*, éd. Joly, nov. 2017, (publication également disponible sur également sur : HAL - archives ouvertes, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01419980>, février 2017)

[2016] Actualisation *e-jurisclasseur*, déc. 2015, rubriques : « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées »

« La spéculation sur les matières premières agricoles », in : *L'agriculture durable - Essai d'élaboration d'un cadre normatif* (sous la dir. De M.-L Demeester et V. Mercier), PUAM, 2016, pp. 171-182.

« Le droit des marchés financiers à l'épreuve des questions environnementales », in *Les notions fondamentales de droit privé à l'épreuve des questions environnementales* (sous la dir. de Mustapha Mekki), Bruylant (coll. : Droit[s] et développement durable), sept. 2016, 238 pages.

« Fiscalité applicable au financement de l'ESS » (Economie sociale et solidaire), avec N. Davoult, Jurisassociation, 1er mars 2016, p. 24 et s.

[2015] Actualisation *e-jurisclasseur*, déc. 2015, rubriques : « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées »

« *Crowdfunding* et financement durable », *Rev. de droit bancaire et financier*, n° 4, juill. 2015, n° 44.

« Financement des petites et moyennes entreprises » (articles 136 à 147 et 167 à 172) », Dossier consacré à la Loi Macron du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, *JCP E*, n° 37, 10 sept. 2015, p. 44 et s.

« L'encadrement du *crowdfunding* en droit français », *Revue Luxembourgeoise de bancassurfinance*, Wolters Kluwer, 2015, n° 2, en co-réaction avec N. Chapier-Granier, pp. 68-73.

*Ingénierie financière fiscale et juridique*, (sous la dir. M. Boizard et Ph. Raimbourg, [rédaction des rubriques : titres de capital / titres donnant accès au capital / augmentation des titres de capital / rachat et annulation des titres de capital / obligations simples et subordonnées / action de préférence], éd. Dalloz (coll. Dalloz Action), 3e éd. 2015-2016, 1715 p.

« Informations privilégiées et qualité de l'information financière dans une société en difficulté », AMF sanct., 11 févr. 2015, *Sté IC TELECOM et M. X, Bulletin Joly bourse*, juillet-août, 2015, p. 313 et s.

« L'encadrement du *crowdfunding* en droit français », *Revue Luxembourgeoise de bancassurfinance*, Wolters Kluwer, 2015, n° 1, pp. 4-11, en co-réaction avec N. Chapier-Granier.

« Information financière : les obligations des émetteurs et des commissaires aux comptes », note sous AMF sanct., 27 oct. 2014, *sociétés Europacorp, X et Y, Bull. Joly Bourse*, févr. 2015, n° 2, p. 82 et s.



« Les titres financiers portant l'investissement », (en co-rédaction avec Matthieu Buchberger), *in Le cadre juridique du crowdfunding – Analyses prospectives* (dir. Anne-Valérie Le Fur), Société de Législation comparée (coll. : Trans Europe Experts), 2015, pp. 129-149.

[2014] Actualisation *e-jurisclasseur*, déc. 2014, rubriques : « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées ».

*Actualisations du Dictionnaire Joly – Bourse*, déc. 2014, rubriques : « Marché Libre » ; « Démarchage bancaire et financier » ; « Titres participatifs et titres subordonnés » (avec V. Jamet).

« Le statut des plateformes de souscription de titres financiers » (*in* dossier « Un cadre juridique pour le financement participatif » - dir. scientifique du dossier : Th. Granier), *Bulletin Joly Sociétés*, déc. 2014, n° 112w3, p. 750 et s.

« Des moyens utiles à l'expert-comptable désigné par le comité d'entreprise pour l'examen annuel des comptes », note sous Cass. soc. 13 mai 2014, n°12-25544, *CE UDAF Côte-d'Or*, en co-rédaction avec Alexis Bugada, *Bull. Joly Sociétés*, sept. 2014, p. 499 et s.

« L'absence de responsabilité des agences de notation extra-financière ? », *in* dossier : « L'investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? », *Bull. Joly Bourse*, sept. 2014, p. 448 et s.

« Le renouvellement du droit des valeurs mobilières », *in* dossier « La réforme du droit uniforme des sociétés des Etats membres de l'OHADA », *Journal des sociétés*, juin 2014, p. 38 et s.

« Responsabilité de l'expert-comptable et préjudice réparable », cass. com. 10 déc. 2013, *Rev. sociétés*, n° 7-8 2014, p. 434 et s.

« L'impact des réformes bancaires et financières récentes sur le mécanisme de titrisation », *Bulletin Joly Bourse*, n°6-2014, juin, p. 326 et s.

« Démarchage bancaire et financier et obligation de mise en garde, note sous T. com. Paris, 16e ch., 18 oct. 2013, n° 2012011503, *Bulletin Joly Bourse*, n° 6-2014, juin, p. 309 et s.

« Le financement participatif (*crowdfunding*) révélateur des limites actuelles du système bancaire et financier », *Mélanges en l'honneur de Paul Le Cannu*, coédition Dalloz - Lextenso – Thomson Transactive (en co-rédaction avec N. Chapier-Granier), mai 2014, p. 479 et s.

« Conditions de responsabilité de l'émetteur et des dirigeants en matière d'information financière », note sous CA Paris, 7 nov. 2013, *Bull. Joly bourse*, 2014, p. 79 et s.

« La mise en œuvre du principe de l'image fidèle applicable à la présentation des comptes annuels », CJUE, 3 oct. 2013, *Bull. Joly sociétés*, 2014, p. 28 et s.

« Offre de titres au public et admission de titres aux négociations sur un marché réglementé », *Juris-Classeur (Société – Traité ; Banque - Crédit – Bourse)*, Fascicule 1610, janv. 2014, 31 p.

[2013] *Actualisations du Dictionnaire Joly – Bourse*, déc. 2013, rubriques : « Marché Libre » ; « Démarchage bancaire et financier » ; « Titres participatifs et titres subordonnés » (avec V. Jamet).

*Actualisation E-jurisqueur*, déc. 2013, rubriques : « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées ».

« Observations sur les relations entre le Haut Conseil du Commissariat aux comptes (H3C) et la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes (CNCC) », avec Didier Poracchia et Julien Gasbaoui, *Revue de Jurisprudence commerciale, les Cahiers du chiffre et du droit*, n° 1-2013, p. 22 et s.

« Le marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre et les interactions entre le droit financier et le droit de l'environnement », *Mélanges en l'honneur de Gilles Martin*, édition Frison-Roche, 2013, p. 225 et s.

« L'attestation du commissaire aux comptes exigée dans le cadre du dispositif de participation des salariés aux résultats de l'entreprise (article L. 3326-1 du code du travail) », note sous cass. soc., 30 janv. 2013, *Revue des sociétés* 2013, p. 707 et s.

« Les limites de l'obligation de conseil de l'expert-comptable », note sous cass. com., 26 février 2013, *Revue des sociétés* 2013, p. 510 et s.

« Secret professionnel de l'expert-comptable et expertise judiciaire », note sous cass. Com., 16 avr. 2013, *Bulletin Joly Sociétés*, juillet 2013, p. 468 et s.

« Les nouveaux acteurs du développement durable », in *Développement durable et entreprise* (sous la dir. de L. Fonbaustier et V. Magnier), Dalloz coll. : Thème et commentaires, juin 2013, pp. 73-88.

« Responsabilité de l'expert-comptable », note sous CA Limoges, 7 févr. 2013, n°12 /00268, Sté SGCC, *Bull Joly sociétés*, juin 2013, p. 399 et s.

« Le contenu de l'information financière et utilisation de l'information privilégiée », *Bull. Joly bourse*, mai 2013, p. 252 et s.

« La gestion structurelle du risque », avec B. Teston, in : *Le risque juridique dans l'entreprise (Dossier)*, *Journal des sociétés*, n°105 Janvier 2013, p. 55 et s.

« Actions de préférence », avec Bastien Brignon, Rubrique du *Juris-Classeur : Sociétés Traité et Banque-Crédit-Bourse*, Fasc. 1803, mars 2013, 56 p.

« Le caractère impératif des règles relatives à la durée du mandat de commissaire aux comptes », note sous cass. com, 6 nov. 2012, *Revue des sociétés* 2013, p. 170 et s.

« Les responsabilités des professionnels du chiffre en cas de détournement par un salarié », cass. com., 17 janv. 2012, *Revue des sociétés*, 2013, p. 43 et s.

[2012] *Actualisations du Dictionnaire Joly – Bourse*, déc. 2012, rubriques : « Marché Libre » ; « Démarchage bancaire et financier » ; « Titres participatifs et titres subordonnés » (avec V. Jamet).

*Actualisation E-Jurisqueur*, déc. 2012, rubriques : « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées ».

« Des relations entre éthique et droit financier », avec Didier Poracchia, *Mélanges en l'honneur de Philippe Merle*, Dalloz, 2012, p. 335 et s.

« Le retour en grâce du modèle que constitue le marché réglementé », *Bulletin Joly bourse*, numéro anniversaire : *20 ans du bulletin Joly bourse de droit des marchés financiers*, 2012, p. 550 et s.

« Responsabilité du commissaire aux comptes : défaut de démonstration de l'existence d'une faute et d'un préjudice certain », *cass. com.*, 2 nov. 2011, *Revue des sociétés*, 2012, p. 642 et s.

« Les responsabilités de l'émetteur, des dirigeants et du commissaire aux comptes en cas de défaillance dans l'information financière », *Décision de sanction AMF*, 29 juin 2012, *Bull. Joly bourse*, p. 414 et s.

« Cession de portefeuille de créances et secret bancaire (*cass. com.*, 31 janvier 2012) » et « L'articulation entre la cession de créance propre à la titrisation et la cession de droit commun (*cass. com.*, 6 décembre 2011) », *Revue trimestrielle de droit financier*, n° 2-2012, p. 112 et s.

« Commissaires aux comptes : Appréciation de la faute et capacité à agir dans le cadre d'une procédure collective », *cass. com.*, 8 nov. 2011, *Revue des Sociétés*, 2012, p. 385 et s.

« Le refinancement de crédit par la titrisation », *in* J. Lasserre Capdeville et M. Storck (sous la direction de) : *Le crédit - Aspects juridiques et économiques*, Dalloz (coll. : *Thèmes et commentaires*), 2012, p. 175 et s.

« Faute de l'expert-comptable, mais lien de causalité entre faute et préjudice non caractérisé », *cass. com.*, 2 nov. 2011, *Bull. Joly*, n° 4, 2012, p. 307 et s.

« Actions à dividende prioritaire sans droit de vote » (actualisation), *Jurisclasseur Sociétés – Traité*, Fasc. 1810.

« Actions de priorité » (actualisation), *Jurisclasseur Sociétés – Traité*, Fasc. 1805 (avec B. Brignon).

« L'interdiction d'exercice d'un commissaire aux comptes dans le cadre d'un contrôle judiciaire », *cass. crim.*, 3 mai 2011, *Revue des Sociétés*, 2012, p. 177 et s.

[2011] « Titres de capital », « Titres de créance, Titres composés, Contrats financiers », « Opérations sur capital », « Assemblées », *E-Jurisclasseur* (encyclopédie en ligne)

« La récupération des normes comptables internationales privées par les autorités publiques communautaires et nationales », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, cahier de méthodologie juridique n° 25 : *Les normes privées internationales*, 2011, p. 2298 et s.

« Le cadre juridique de la titrisation au Maroc », *Revue trimestrielle de droit financier*, n° 4/2011, p. 238 et s.

« Complicité de banqueroute et d'escroquerie du commissaire aux comptes », note sous *cass. crim* 18 mai 2011, *Revue des Sociétés*, 2011, p. 711 et s.

« Responsabilité civile du commissaire aux comptes : le lien de causalité entre la faute du professionnel et le préjudice subi par le repreneur dans le cadre d'une reprise d'entreprise », note sous cass. com., 8 févr. 2011, *Revue des sociétés*, 2011, p. 509 et s.

« L'avenir de la médecine libérale à la lumière de l'évolution des structures sociétales accueillant l'activité », *Revue de Droit Sanitaire et Social*, 2011, numéro spécial, p. 21 et s.

« Les normes d'exercice professionnel au cœur de l'appréciation de la responsabilité administrative du commissaire aux comptes », note sous Décision Comm. Sanctions AMF, 30 mars 2011, *Bull. Joly bourse*, 2011, p. 480 et s.

« Placement des titres et responsabilité des dirigeants de sociétés de prestataires de services d'investissement », note sous CE 28 mars 2011, Euroland Finance, *Bull. Joly Sociétés*, 2011, p. 575 et s.

« La cessation de l'obligation de désignation d'un co-commissaire aux comptes issue d'un pacte d'actionnaires », note sous cass. com. 12 oct. 2010, *Revue des sociétés*, 2011, p. 440 et s.

« Modification du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers permettant la mise en place des organismes de titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°1-2011, p. 131 et s.

« La responsabilité disciplinaire d'un conseiller en investissements financiers produisant une analyse financière », note sous Décision comm. Sanctions AMF, 23 septembre 2010, *Bull. Joly bourse*, n°1-2011, p. 24 et s.

[2010] « La titrisation mode de financement des partenariats public-privé », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°4-2010, p. 124 et s.

« Fiducie sûreté et fiducie gestion, les premiers pas », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°4-2010, p. 98 et s.

« Défaut d'information et responsabilité du commissaire aux comptes à l'occasion d'une augmentation de capital », note sous cass. com. 18 mai 2010, *Revue des sociétés* 2010, p. 590 et s.

« Hésitations relatives à la procédure applicable au contentieux de la rémunération des commissaires aux comptes », note sous cass. com. 9 mars 2010, *Revue des sociétés*, 2010, p. 521 et s.

« Manquement de l'expert-comptable à ses devoirs de fiabilité et de conseil », note sous CA Paris, 15 juin 2010, *Bull. Joly sociétés*, 2010, p. 833 et s.

« Le règlement UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) relatif aux fonds communs de titrisation de créances et aux opérations de titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°2-2010, p. 117 et s.

« Intérêt et limites de la lettre d'affirmation demandée par le commissaire aux comptes au dirigeant », avec B. Mirailles, *Bull. Joly sociétés*, 2010, p. 678 et s.

« La demande reconventionnelle dans la procédure du contentieux relatif au montant des honoraires des commissaires aux comptes », note sous cass. com. 15 déc. 2009, *Revue des Sociétés*, 2010/4, p. 238 et s.

« Procédure disciplinaire et indépendance du commissaire aux comptes », note sous CE 12 oct. 2009, *Revue des sociétés*, 2010/3, p. 180 et s.

« Prescription de l'action en responsabilité à l'encontre du commissaire aux comptes et preuve d'un acte de dissimulation du fait dommageable », *Revue des sociétés*, 2010/2, p. 109 et s.

« Le règlement communautaire sur les agences de notation : un début de régulation de l'activité ? », *Bull. Joly bourse*, 2010, p. 8 et s.

[2009] « Vision économique et définition juridique de la titrisation, l'intérêt d'une confrontation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°4-2009, p. 104 et s.

« L'impact des réformes relatives aux instruments financiers et à l'appel public à l'épargne sur le mécanisme de titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°3-2009, p. 110 et s.

« Titres de capital – titres donnant accès au capital / Emission, rachat et réduction de titres de capital / Titres obligataires » in *Ingénierie financière, fiscale et juridique*, ouvrage collectif sous la direction de Ph. Raimbourg et M. Boizard, Dalloz (collection : Dalloz Action), 2009-2010 (2<sup>e</sup> édition).

« Responsabilité administrative personnelle du commissaire aux comptes et appréciation du montant de la sanction », CA Paris 17 déc. 2008, Donval c. AMF, *Bull. Joly bourse*, 2009, p. 294 et s.

« Manquement de l'expert-comptable à son devoir de conseil et obligation à réparation », note commune sous cass. com., 17 mars 2009 et cass. civ., 5 mars 2009, *Bull. Joly*, 2009, p. 682 et s.

« La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les agences de notation », *Revue Lamy droit des affaires*, juin 2009, p. 39 et s.

« La réforme de l'appel public à l'épargne », *Revue de Droit Bancaire et Financier*, mars-avril 2009, p. 7 et s.

[2008] « Interrogations relatives à l'évolution des possibilités de conclusion de contrats constituant des instruments financiers à terme dans l'opération de titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n° 4-2008, p. 123 et s.

« Le Haut conseil du commissariat aux comptes : premier bilan d'un jeune régulateur », *Revue des sociétés*, 2008, p. 747 et s.

« Obligation d'information, émission de titres subordonnés remboursables, note sous Décision comm. sanctions AMF, 5 juin 2008, *Bull. Joly bourse*, 2008, p. 402 et s.

« Le commissaire aux comptes dans le code de commerce, in *D'un code à l'autre : le droit commercial en mouvement* », sous la direction de P. Le Cannu, Bibliothèque de l'Institut André Tunc, Tome 17, LGDJ, p. 317 et s., 2008.

« Les conditions de licéité de l'appel public à l'épargne d'une SCPI », note sous cass. com. 3 juin 2008, *Bull. Joly bourse*, 2008, p. 298 et s.

« Titrisation et cession de créances litigieuses », note sous cass. com., 15 avril 2008, *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n°2-2008, p. 78 et s.

« L'évolution du cadre général de la commercialisation des produits financiers », *Droit & Patrimoine*, n° 172, juillet-août 2008, p. 28 et s.

« Le manquement à son obligation d'indépendance justifie le relèvement de fonctions d'un commissaire aux comptes », note sous Cass. Com, 10 juillet 2007, *Rev. Sociétés*, 2008, p. 146 et s.

« Action en responsabilité du commissaire aux comptes : la jurisprudence relative à la prescription se confirme », CA Paris 9 nov. 2007 - sarl A7 Management c. Société comptabilité Ferrand -, *Bull. Joly*, 2008, p. 304 et s.

« Le commissaire aux comptes dans la société par actions simplifiée », *Bull. Joly*, 2008, p. 252 et s.

« Titrisation et crise financière », avec Stéphan Alamowitch, *Bull. Joly bourse*, 2008, p. 10 et s.

[2007] « Le délai de prescription triennale s'applique aux actions en responsabilité engagées à l'encontre des commissaires aux comptes à l'occasion de toute mission légale de contrôle », Cass. Com, 15 mai 2007, *Revue des Sociétés*, 2007, p. 863 et s.

« Vers une nouvelle réforme du cadre juridique de la titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n° 4,-2007, p. 119 et s.

« Délimitation de la responsabilité des personnes chargées de l'information financière », note sous Décision comm. Sanctions AMF du 5 avril 2007, *Bull. Joly bourse*, 2007, p. 751 et s.

« Financements structuré et encadrement juridique des agences de notation », *Revue trimestrielle de Droit Financier*, n°3-2007, p. 135 et s.

« Les conditions de la prescription de l'action en responsabilité dirigée contre les commissaires aux comptes d'une société soumise à une procédure collective », note sous Cass. com, 13 février 2007, *Revue des Sociétés*, 2007, p. 571 et s.

« Le respect du formalisme en matière de cession à un fonds commun de créances : à propos de l'arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 13 février 2007 », *Revue trimestrielle de Droit Financier*, n°2-2007, p. 92 et s.

« Responsabilité de l'expert-comptable en droit fiscal : la jurisprudence est rigoureuse », note sous Cass. com 6 février 2007, *Bull. Joly*, 2007, p. 816 et s.

« Professionnels du chiffre : le risque pénal est désormais bien réel en cas de complaisance », note sous Cass. Crim 31 janvier 2007, (deux espèces), *Bull. Joly*, 2007, p. 685 et s.

« Quelques aspects de l'évolution du contrôle effectué par le commissaire aux comptes », in *Le contrôle des entreprises : Evolution et perspective*, sous la direction de C. Hannoun et B. Le Bars, Editions L'Harmattan, 2007, p. 143 et s.

« L'application des règles issues de la transposition de la directive "abus de marché" aux fonds communs de créances », *Revue trimestrielle de Droit Financier*, n°1-2007, p. 91 et s.

« Le droit de l'Union Européenne en matière de surveillance des marchés » in *La sécurité financière*, sous la direction de J. Monéger, Edition de la société de législation comparée, 2007, p. 95 et s.

[2006] « L'évolution de l'organisation de la société de gestion du fonds commun de créances », *Revue trimestrielle de Droit Financier*, n° 3-2006, p. 137 et s.

« Contrôle de l'information financière : renforcement du rôle et de la responsabilité du commissaire aux comptes », note sous Cass.com, 11 juillet 2006, (deux espèces), *Bull. Joly*, 2006, p. 1355 et s.

« Les émissions de titres par les fonds communs de créances après la transposition de la directive prospectus », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n° 2-2006, p. 95 et s.

« Un rescrit de l'Autorité des marchés financiers relatif au champ d'application de l'appel public à l'épargne », *Bull. Joly bourse*, 2006, p. 499 et s.

« Le commissaire aux comptes et l'expert-comptable n'encourent pas la même responsabilité en cas de redressement fiscal de leur client », note sous cass. com. 28 mars 2006, *Bull. Joly*, juillet 2006, p. 901 et s.

Observations relatives à une étude de l'Autorité des marchés financiers intitulée : « La notation en matière de titrisation », *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, n° 1- 2006, p. 102 et s.

« Le haut Conseil du commissariat aux comptes, nouvel acteur de la profession », *Economie et comptabilité*, n° 234, avril 2006, p. 9 et s.

« Titres de capital – titres donnant accès au capital / Emission, rachat et réduction de titres de capital / Titres obligataires » in *Ingénierie financière, fiscale et juridique*, ouvrage collectif sous la direction de Ph. Raimbourg et M. Boizard, Dalloz (collection Dalloz Action), 2006.

« Actions de préférence », avec Véronique Roualet, Rubrique du *Juris-Classeur Sociétés*, Fasc. 1803

« La commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs : une rencontre entre droit de la consommation et droit financier », *Bull. Joly bourse*, 2006, p. 7 et s.

[2005] « Les limites de l'obligation de révélation des faits délictueux », note sous cass. com. 18 mai 2005, *Bull. Joly*, 2005, p. 1341 et s.

« Interdiction de gérer, liquidation, comptabilité incomplète », note sous cass. com. 12 avril 2005, *Bull. Joly*, 2005, p. 1209 et s.

« Augmentation de capital en nature et par incorporation de réserves », *Petites Affiches*, Numéro spécial : La réforme des valeurs mobilières un an après, n° 189, 22 sept. 2005, p. 19 et s.

« Cession de parts sociales, appel public à l'épargne, interdiction, nullité », note sous cass. com. 8 mars 2005, *Bull. Joly*, 2005, p. 983 et s.

« L'exercice de la profession médicale en groupement » in *Le droit médical en Nouvelle-Calédonie* ouvrage collectif coordonné par Guy Agniel, Antoine Leca et G. Orfila, 2005, pp. 171-189.

« Le rapport de gestion après l'ordonnance n° 2004-1382 du 20 décembre 2004 », *Rev. des Sociétés*, 2005, p. 315 et s.

« Chronique de droit financier n° 4 », tenue par le Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites Affiches*, n° 26, 7 février 2005, p. 8.

« Un nouveau décret pour la titrisation », avec P. K. Agboyibor, *D., cah. dr. des aff.*, 2005, p. 570 et s.

[2004] « La directive concernant les offres publiques d'acquisition », *Europe*, novembre 2004, p. 6 et s.

« Le rôle des commissaires aux comptes » (après l'ordonnance du 24 juin 2004), *Rev. des Sociétés*, 2004, p. 557 et s.

« Mise en garde de l'Autorité des marchés financiers contre des démarchages irréguliers et l'activité de certaines sociétés », *Bull. Joly bourse*, Juillet-août 2004, p. 551 et s.

« Détermination de la responsabilité civile du commissaire aux comptes », note sous Cass. Com. 23 septembre 2003, *Rev. des Sociétés*, 2004, p. 379 et s.

« Chronique de droit financier n° 4 », tenue par le Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites Affiches*, n° 84, 27 avril 2004, p. 3 et s.

[2003] « Démarchage financier », Rubrique du *Dictionnaire bourse et produits financiers*, 18 p.

« Définition des avantages particuliers », *Droit des sociétés*, décembre 2003, p. 3 et s.

« La réforme du contrôle légal par la loi de sécurité financière », *Petites Affiches*, numéro spécial : « Loi de sécurité financière », 14 novembre 2003, pp. 82-86.

« Proposition d'une nouvelle directive du Parlement européen et du Conseil concernant les services d'investissement et les marchés réglementés », *Bull. Joly Bourse* juillet-août 2003, pp. 413-426.

« Chronique de droit financier n° 3 », tenue par le Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites Affiches*, 4 août 2003, n° 154, p. 12.

« La modernisation du contrôle légal dans le projet de loi de sécurité financière », *Répertoire Droit des sociétés, cahiers de l'actualité*, Dalloz, juillet 2003, pp. 3-6.

« Le commissaire aux comptes dans les sociétés faisant appel public à l'épargne », *Aspects actuels du droit des affaires, Mélanges en l'honneur du Professeur Yves Guyon*, Dalloz, 2003, pp. 457-478.

« Le démarchage bancaire et financier dans le projet de loi de sécurité financière », *Bull. Joly bourse*, mars-avril 2003, pp. 115-127.

« Chronique de droit financier n° 2 », tenue par le Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites-Affiches* 14 avril 2003, n° 74, p. 4.



*L'information des actionnaires*, deuxième édition, CNCC édition (Compagnie nationale des commissaires aux comptes), coll. : études juridiques, janvier 2003, 80 p.

- [2002] « Chronique de droit financier n° 1 », tenue par le Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites Affiches*, n° 216 du 29 oct. 2002 et n° 217 du 30 oct. 2002.
- « Valeurs mobilières complexes », Rubrique du *Juris-Classeur Sociétés*, Fasc. 1903, 16 p.
- « Publication des sanctions de la COB – sursis à exécution », note sous CA Paris 16 janvier 2002, *Bull. Joly bourse*, mai-juin 2002, p. 191.
- « Recevabilité du recours devant la cour d'appel de Paris - secret des affaires - non application de l'article 6 de la CEDH - conditions de dépôt d'un projet d'offre publique », note sous CA Paris 26 février 2002, *Bull. Joly bourse*, sept.-oct. 2002
- « Avantages particuliers », Rubrique du *Répertoire des sociétés*, Encyclopédie Dalloz, 7 p.
- Internet et transactions financières*, en collaboration avec Corynne Jaffeux, Professeur en sciences de gestion, ouvrage aux éditions Economica, janvier 2002, 192 p.
- [2001] « Nature juridique d'une décision de retrait d'agrément d'une société de gestion de portefeuille », note CE 22 juin 2001, *Bull. Joly bourse*, novembre-décembre 2001, pp. 600-609.
- « Procédure de recours contre les décisions du Conseil des marchés financiers », *Bull. Joly bourse*, note sous CA Paris 19 décembre 2000, mai-juin 2001, pp. 231-234.
- « La permanence de la mission des commissaires aux comptes et ses conséquences sur l'étendue de sa responsabilité », note sous cass. com. 24 octobre 2000, *Rev. sociétés* 2001, pp. 90-95.
- « La publicité et le démarchage des produits financiers par internet », *Droit 21*, 2001, (revue en ligne : <http://www.droit21.com>).
- [2000] « Commissaires aux comptes - devoir d'information sur un litige en cours » note sous cass. com. 11 juillet 2000, *JCP E* 2000, pp. 2049-2051
- « Les avantages et les inconvénients de la qualité d'investisseurs qualifiés », *Actes Pratiques & ingénierie sociétaire*, nov.-déc. 2000, p. 26.
- « Le marché libre OTC géré par Parisbourse <sup>SBF</sup> SA », *Dictionnaire Joly bourse et produits financiers*, 16 p.
- « L'appel public à l'épargne », *Juris-Classeur Sociétés*, fasc. 1610 (11, 2000), 17 p.
- « Obligation de motivation de la COB dans ses décisions en matière de placement de biens divers auprès du public », note sous CA Paris, 25 avril 2000, *Bull. Joly bourse*, sept.-oct. 2000, pp. 449-457.
- « Démarchage sans autorisation par une société étrangère », note sous Cass. crim., 11 mai 2000, *Bull. Joly bourse*, sept.-oct. 2000, pp. 458-462

« Sommes réparties entre les associés - Nature juridique - Fruits », note sous cass. com. 5 octobre 1999, *Revue de jurisprudence commerciale*, mars 2000, p. 126.

« Sort d'un contrat de travail d'un salarié devenu directeur général », note sous cass. com. 11 mai 1999, *Bull. Joly* 2000, pp. 197-200.

[1999] « La pratique de rescrit du Conseil des Marchés Financiers », *Bull. Joly Bourse*, sept.-oct. 1999, pp. 449-460.

« Compétence et arbitrage », Rubrique du *Répertoire des sociétés* Encyclopédie Dalloz, (septembre 1999), 35 p.

« Consentir un contrat de travail à un administrateur en fonction est contraire à l'ordre public : le contrat est nul de nullité absolue », note sous cass. com., 26 janvier 1999, *Bull. Joly*, 1999, p. 657-660.

[1998] « Nomination d'un administrateur provisoire, jurisprudence classique », note sous CA Paris, 3 avril 1998, *Bull. Joly*, nov. 1998, pp. 1185-1190.

« Liquidation judiciaire - Désignation d'un liquidateur selon les règles du droit des sociétés », note sous cass. com., 3 juin 1997, *Revue de jurisprudence commerciale*, mai 1998, pp. 190-194.

« La clause de non-concurrence d'un dirigeant de société », note sous cass. com. 16 décembre 1997, *Bull. Joly* 1998, pp. 351-354.

« Action de priorité », *Juris-Classeur sociétés traité*, fasc. 1805, (11, 1998), 17 p.

« La dissolution d'une société en sommeil », note sous CA Lyon, 13 juin 1997, *JCP E*, 1998, p. 241.

[1997] *L'information des actionnaires*, Edition CNCC, coll. : études juridiques, décembre 1997, 60 p.

« La procédure d'attestation d'équité » *Revue des sociétés*, 1997, n° 4, p. 699-720.

« L'action à dividende prioritaire sans droit de vote », *Juris-Classeur sociétés Traité*, fasc. 1810 (5, 1997), 16 p.

*La titrisation, aspects juridique et financier*, en co-rédaction avec Corynne Jaffeux, Professeur en sciences de gestion à l'université d'Orléans, ouvrage éditions Economica, janvier 1997, 256 p.

[1996] « La titrisation hors du cadre légal », *Droit et Patrimoine*, novembre 1996, p. 29-31.

*La responsabilité disciplinaire du commissaire aux comptes*, Edition CNCC, coll. : études juridiques, juin 1996, 39 p.

« Le secret professionnel du commissaire aux comptes et de l'expert-comptable face aux experts désignés dans le cadre de la mise en état ou dans celui de l'article 145 du nouveau

code de procédure civile », note sous cass. com., 14 nov. 1995 (deux espèces), *Revue des sociétés*, n° 2 1996, p. 286-296.

- [1995] « Offre d'adhésion à un réseau de franchise et notion d'appel public à l'épargne », note sous CA Paris, 15 févr. 1995, *JCP éd. G*, II, n°22470 ; *JCP éd. E*, II, n°753.
- Le commissaire aux comptes*, en co-rédaction avec le professeur Joël Monéger, Dalloz, 1995, 265 p.
- « Expertise de gestion concernant une distribution d'acompte sur dividendes dans une SARL », note sous CA Paris, 30 sept. 1994, *Revue des sociétés*, n°2, 1995, p. 287-296.
- « Le renouvellement du bail commercial du commerçant exploitant son commerce dans le cadre d'un contrat de franchise », obs. sous TGI Paris 18e ch. 1re sect., 24 nov. 1992 et TGI Evry, 8e ch., 9 déc. 1993, *JCP* 1995, éd. E, I, n°443.
- [1994] « Commissaires aux comptes », Rubrique du *Répertoire Sociétés* (en co-rédaction avec le professeur Joël Monéger), Encyclopédie Dalloz, 89 p.
- [1993] Rapport pour la Commission des communautés européennes : *Les instruments politiques pour une réglementation de l'environnement*, Rédaction de la *partie juridique de la contribution française*, 60 p. (pour cette partie juridique).
- [1992] « La notion d'appel public à l'épargne », *Revue des Sociétés*, n° 4, 1992, pp. 687-705.
- La valeur de l'eau à usage récréatif et patrimonial*, Etude pour le ministère français de l'Environnement (SRETIE) rédigée en collaboration avec Br. Desaignes, professeur en économie à l'université de Bordeaux I.
- [1991] « Prix imposés, prix conseillés : le contrat de franchisage au regard du droit de la concurrence », *Revue trimestrielle de Droit commercial et de Droit économique*, n°3, 1991, Sirey, pp. 357-374.
- « Les formations aux métiers du tourisme, dysfonctionnements et recherche de rationalisation », *Savoir Éducation-Formation*, n°1, 1991, Sirey, pp. 54-75.
- [1989] « La gestion juridique des chaînes hôtelières intégrées », *Les Cahiers de Recherche de l'I.A.E. de Nice*, 29 p.
- [1988] *Les aspects juridiques de la concentration dans le secteur hôtelier*, Thèse, Nice
- « Le problème de la formation des magistrats en Mauritanie », *Revue mauritanienne de Droit et d'Économie*, n° 4, pp. 27-28.
- « La cour spéciale de justice », *Revue mauritanienne de Droit et d'Économie*, n°3, pp. 32-37.
- [1987] « Vue d'ensemble de l'organisation judiciaire mauritanienne », *Revue mauritanienne de Droit et d'Économie*, n°1, pp. 19-20.

### III – COLLOQUES – JOURNEES D'ETUDES - ATELIERS

---

[2018]

- Conférence : Le droit au défi de la rumeur, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, le 29 juin 2018, organisée par le Centre de droit économique et l'IDA (Aix Marseille Université), en partenariat avec le Laboratoire DANTE (université de Versailles)  
(intervention : L'appréhension de la rumeur par le droit financier)
- Colloque : Dix ans de crise financière : Quelles évolutions du droit, quelles perspectives ? Université Côte d'Azur, GREDEG, 16 juin 2018  
(intervention : Quel regard porter sur la titrisation 10 ans après la crise ?)
- Colloque « L'entreprise face aux défis du numérique – Aspects juridiques », organisé par le Centre du droit économique et du développement – Université de Perpignan, 23 mars 2018  
(intervention : Financement d'entreprise et numérique)
- Colloque : La Faculté au Palais, 9 février 2018, Cour d'appel d'Aix-en-Provence  
(intervention : Introduction en droit positif français de la blockchain)

[2017]

- Journée d'étude, Lexteam (réseau de formation de cabinets d'avocats), Paris, 7 juillet 2017  
(intervention : *Le financement participatif – La titrisation*)
- Colloque : Droit bancaire et financier, Université Côte d'Azur, GREDEG, Association européenne de droit bancaire et financier, 9 et 10 juin 2017  
(intervention : Le monopole bancaire à l'épreuve du crowdfunding : révolution ou mystification ? Points de vue français et européen)
- Colloque : Pour un droit des PME, Journées scientifiques de l'Université de Nantes (colloque n°5), 2 juin 2017  
(intervention : Le crowdfunding : une alternative aux PME pour s'affranchir du financement bancaire ?)
- Colloque : Vers un droit des blockchains, Centre de droit économique et Institut de droit économique, Aix Marseille université, le 10 mai 2017  
(intervention : La mise en place d'un cadre législatif et réglementaire encadrant les dispositifs d'enregistrement électronique partagé [blockchain] dans le secteur du financement)

[2016]

- Colloque : Les procédures collectives complexes, Centre de droit économique / Institut de droit économique / Centre d'étude de Droit de l'insolvabilité, Aix-Marseille université, 2 décembre 2016  
(Intervention : Le traitement des difficultés des établissements de crédit d'importance systémique)
- Atelier : Les paradoxes de l'évolution du droit bancaire, Institut de droit des affaires, Aix-Marseille Université, 14 nov. 2016

(*intervention* : prise en charge de l'atelier avec Myriam Rousille, professeur à l'université du Mans)

- Colloque : Les 50 ans de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales, Centre de droit économique (EA 4224), Aix-Marseille université, le 10 nov. 2016  
(*intervention* : *modérateur sur les thèmes « Loi de 1966 et entreprise », « Loi de 1966 et contrôle interne »*)
- 3e rencontres euro-méditerranéennes du crowdfunding (dans le cadre de la semaine économique de la méditerranée), 4 nov. 2014, Marseille - Villa méditerranée  
(*intervention* : *Le point sur la législation*)
- Colloque : « Quel droit des affaires pour redresser l'économie ? », Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille université, le 1er juillet 2016  
(*intervention* : *Financement de l'innovation*)
- Colloque sur la « Titrisation des actifs - régime et garanties », Centre français de droit comparé, Paris 15 juin 2016  
(*intervention* : *La notion de titrisation*)
- Colloque sur « L'émergence des énergies marines renouvelables - Enjeux juridiques et socio-économiques », organisé par le Pôle Transports (CDE), Aix-Marseille Université, le 12 mai 2016  
(*intervention* : *Le financement des projets EMR [énergies marines renouvelables]*)
- « Actualisation en droit bancaire et du crédit », Institut de droit des affaires, Aix-Marseille université, 29 avril 2016
- Atelier (Workshop) sur « Le phénomène des Fintech », organisé le 10 mars 2016 par le pôle Banque - Finance (CDE) et l'IDA, Aix-Marseille Université  
(*direction scientifique et interventions* : *propos introductifs ; animation de la session*).

[2015]

- Colloque « Sport et droit international », organisé par le Centre de droit du sport d'Aix-Marseille université le 4 déc. 2015  
(*intervention* : *présidence de la séance Sport et droit des investissements*)
- Colloque « Le financement des entreprises en difficulté », organisé par le Centre de droit économique et l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille Université, le 20 nov. 2015  
(*intervention* : *Propos introductifs*)
- *Journée méditerranéenne de l'arbitrage et de la médiation pour les PME, 12 nov. 2015 (Marseille) organisé par Finances et conseil Méditerranée*  
(*intervention* : *La place de l'université dans les partenaires du territoire*)
- Colloque « La fiscalité de l'économie sociale et solidaire (ESS) », organisé par le Centre d'études fiscales d'Aix-Marseille université le 6 nov. 2015  
(*intervention* : *quelle fiscalité applicable au financement de l'ESS*)
- « 2e rencontres euroméditerranéennes du crowdfunding » dans le cadre de la *Semaine économique de la Méditerranée*, le 5 nov. 2015 (Marseille)  
(*2 interventions* :
  - *La sécurisation des opérations de crowdfunding*
  - *l'évolution de la législation sur le crowdfunding*)
- Colloque « Le droit économique en Nouvelle-Calédonie », 23-24 juillet 2015, Nouméa (organisé par l'université de Nouvelle-Calédonie, laboratoire LARGE)  
(*intervention* : *rapport de synthèse*)

- Colloque : « Les notions fondamentales du droit privé à l'épreuve des questions environnementales », cour de cassation, 22 mai 2015  
(*intervention* : « *Influence sur les techniques juridiques / Sur le droit substantiel : Le marché* »)
- « Actualisation en droit bancaire et du crédit », atelier organisé par l'Institut de droit des affaires, Aix-Marseille université, 24 avril 2015

[2014]

- Colloque : « Les vingt ans de la SAS », organisé par le Centre de droit économique d'Aix-Marseille Université, le 6 novembre 2014  
(*2 interventions* :  
- *Financement et SAS avec Pierre-Louis Perrin, avocat associé, Paris*)  
- *L'exportation du modèle français : la SAS consacrée en droit OAHADA* (avec Louis-Daniel Muka-Tshibendé))
- Journée d'études : « La finance durable en questions », Journée d'études organisée par l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement d'Aix-Marseille université, 17 octobre 2014  
(*intervention* : *La finance participative est-elle un mécanisme de la finance durable ?*)
- 2e Financial'IT Day Méditerranée - Forum du financement des entreprises innovantes organisé à Marseille le 15 octobre 2014  
(*intervention* : *crowdfunding mode d'emploi*)
- Table ronde « Mondialisation et fiscalité » organisée par le Centre d'études fiscales et financières d'Aix-Marseille université le 17 avril 2014  
(*intervention sur « Mondialisation et marchés financiers »*).
- Colloque « L'innovation à l'épreuve de la mondialisation », organisé par le master droit comparé (centre de droit économique) d'Aix-Marseille université le 11 avril 2014  
(*intervention sur « Innovation et marchés financiers »*).
- Atelier-débats « Le *crowdfunding* ou l'intelligence de la foule au service de projets d'entreprise », organisé par Finances & Conseil Méditerranée, la Céfim, Marseille Innovation, Pop Finance le 3 avril 2014 à Marseille  
(*intervention sur les « Aspects juridiques du financement participatif – présentation du projet de réforme »*).
- Journée d'actualité 2014 : « Banque – Droit – Finance », organisée par le GREDEG-CREDECO de l'université de Nice Sophia-Antipolis le 28 février 2014  
(*intervention sur « L'impact des réformes bancaires et financières récentes sur la titrisation »*).

[2013]

- Colloque international « La fonction économique du droit : regards croisés sur les vingt ans de l'OHADA », organisé par l'Institut méditerranéen de Recherches avancées (IMÉRA) – Aix-Marseille université les 20-21 novembre 2013  
(*Rapport de synthèse*).
- Colloque « Responsabilité sociale et valeurs mutualistes : quelles spécificités de la banque coopérative ? », organisé le 24 oct. 2013 par la chaire Banque, Mutualisme (...) d'Aix-Marseille université  
(*intervention sur « Les fondements de la relation entre le client et sa banque »*).

- Colloque « L'investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? », du 18 oct. 2013 organisé par le Centre de droit économique d'Aix-Marseille université, *(intervention sur « L'absence de responsabilité des agences de notation extra-financières [?] »).*

[2012]

- Colloque « Quelle réponse éthique à la crise économique et sociétale : Modèle mutualiste et coopératif et/ou modèle actionnarial », organisé par le Centre d'éthique économique (Aix-Marseille université), les 21 et 22 juin 2012 *(intervention sur les « Sociétés coopératives et sociétés de capitaux : analyse juridique »).*
- Colloque « Le risque juridique dans l'entreprise : Diagnostic et remèdes », organisé par l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille université et l'Association française des juristes d'entreprise, 15 juin 2012 *(intervention sur « La gestion structurelle du risque – La gestion par des structures ad hoc » avec B. Teston).*
- Colloque international « Fonds et mondialisation – Entre liberté d'investissement et régulation », organisé par le Centre de droit économique d'Aix-Marseille université en partenariat avec l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille université, 4 et 5 avril 2012 *(direction scientifique du colloque et intervention [avec D. Poracchia] intitulée : « Fonds et droit des sociétés »).*
- Colloque « Développement durable et entreprise », organisé par l'Institut – Droit – Ethique – Patrimoine et l'Institut d'études de droit public de l'université Paris-Sud, 23 février 2012 *(intervention sur « Les nouveaux acteurs du développement durable »).*

[2011]

- Colloque international « 11 octobre 2001 – 11 octobre 2011 : Dix ans de jurisprudence de l'OHADA. Convergences et divergences entre la CCJA et la cour de cassation », organisé par l'université Paul-Cézanne Aix-Marseille III, le 11 oct. 2011 *(Rapport de synthèse).*
- Colloque « Le crédit : aspects juridiques et économique », organisé par le Centre de droit de l'Entreprise, le Laboratoire de recherche par l'université de Strasbourg du 14 au 16 septembre 2011 *(intervention sur « Le refinancement du crédit par la titrisation »).*
- Workshop « Les normes privées internationales », organisé par l'Institut de droit des affaires et le Centre de droit économique de l'université Paul-Cézanne Aix-Marseille III, 10 juin 2011 *(intervention sur « La récupération des normes comptables internationales privées par les autorités publiques communautaires et nationales »).*
- Colloque « Ethique et économie de marché », organisé par le Centre de Recherches en Ethique (université Paul-Cézanne Aix-Marseille III) les 23 et 24 juin 2011 *(intervention en collaboration avec D. Poracchia sur « Ethique et droit des Affaires »).*
- Colloque « La médecine libérale, Quel avenir ? », organisé par le Centre de droit de la Santé de l'université Paul-Cézanne Aix-Marseille III -, 29 mars 2011 *(intervention sur « Les structures d'exercice sociétales »).*

[2010 et années précédentes]

- Rencontre IDA-AJFE « La responsabilité sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives », organisée par l'université Paul-Cézanne Aix-Marseille III, 10 décembre 2010

*(intervention intitulée : « La RSE : une nouvelle source de financement des entreprises par le marché ? »).*

- Colloque international « Les Etats face à la crise », organisé par l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 12 novembre 2009  
*(intervention sur « Les instruments financiers à risque »).*
- Conférence-débat de l'Association des professionnels et directeurs comptabilité et gestion, Paris, 22 octobre 2009  
*(intervention sur « La lettre d'affirmation »).*
- Colloque « La fiducie : de la théorie à la pratique », organisé par le DJCE de l'université de Cergy, 19 octobre 2009  
*(Propos conclusifs).*
- Université d'été OHADA sur « La gouvernance en droit OHADA », organisée en partenariat avec l'université d'Orléans le 6 juillet 2009  
*(intervention sur « L'intérêt du développement de l'institution du commissariat aux comptes pour une bonne gouvernance des sociétés »).*
- Journée d'étude Crédit Agricole sur « La finance responsable », 6 octobre 2008, Paris  
*(intervention intitulée : « Notation de l'éthique et éthique de la notation »)*

#### **IV – ASSOCIATIONS**

---

- Membre de l'Institut de droit des affaires [IDA] d'Aix-Marseille université ;
- Membre du conseil d'administration de l'Association internationale de droit économique [AIDE] ;
- Membre du Cercle du droit.